

P. CLAPIER

J. L. MADRE

Structure des budgets familiaux et des impôts indirects

Les cahiers de l'analyse des données, tome 4, n° 4 (1979),
p. 443-463

http://www.numdam.org/item?id=CAD_1979__4_4_443_0

© Les cahiers de l'analyse des données, Dunod, 1979, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Les cahiers de l'analyse des données » implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

STRUCTURE DES BUDGETS FAMILIAUX ET DES IMPÔTS INDIRECTS

[BUDG. FAM.]

par P Clapier ⁽¹⁾ et J L Madre ⁽²⁾

Partant des tableaux publiés par l'I.N.S.E.E. et résultant d'une enquête poursuivie entre 1965 et 1972, on étudie les principaux facteurs de différenciation des budgets familiaux et leur évolution dans le temps en s'efforçant de préciser les impôts indirects assis sur ces dépenses.

De 1965 à 1972, l'I.N.S.E.E. a mené une enquête permanente sur les Conditions de Vie des Ménages. Le relevé de leurs dépenses constitue la principale information collectée.

A partir de cette information, nous avons d'abord cherché (§ 1) quels étaient en 1970 les principaux facteurs de différenciation des budgets familiaux. Nous avons ensuite étudié (§ 2) l'évolution des dépenses entre 1966 et 1970. Enfin (§ 3), nous avons considéré les impôts indirects assis sur ces dépenses, et nous concluons en suggérant des analyses ultérieures (§ 4).

En vue de ces analyses, nous n'avons pu disposer que de données agrégées :

- les consommations sont réparties par l'I.N.S.E.E. en 126 postes dont certains ont un contenu assez disparate. Parmi ces 126 postes figurent 17 postes d'autoconsommation alimentaire, qui ont été évalués aux prix des marchés locaux.
- les budgets des ménages sont cumulés selon la catégorie socio-professionnelle de leur chef en 37 C.S.P. ; on n'a pas accès aux budgets des ménages individuels.

Certes, Nicole TABARD (2) a montré que la C.S.P. du chef de ménage était le principal facteur de différenciation des budgets familiaux.

Nos analyses, limitées à ce critère, laissent cependant de côté d'autres facteurs importants, la taille du ménage notamment. Il nous a été seulement possible d'obtenir des données partielles relatives à la taille de commune (cf. § 1-1).

(1) Cet article a été réalisé à partir des travaux effectués en 1976 par Patrick CLAPIER, Ingénieur de Recherche au C.R.E.D.O.C., pour son rapport du C.S.A. (responsable L. LEBART) et par Jean-Loup MADRE, Attaché de Recherche C.N.R.S. au C.R.E.D.O.C., pour son mémoire du D.E.A. (Professeur J. P. BENZECRI).

(2) Voir Nicole TABARD "Consommation et Statut Social" - Consommation - 1972 n°2.

En revanche, il faut souligner, que chacun des fichiers utilisés pour décrire les années 1966 et 1970 repose sur le traitement d'environ 25 000 questionnaires résultant du cumul des données relatives à trois années successives 1969-70-71 et 1965-66-67. Ainsi, on dispose de données fiables au sens de la théorie des sondages, pour pratiquement toutes les C.S.P. étudiées, et les dépenses peu fréquentes sont mieux situées. Signalons enfin que ces enquêtes sont représentatives de l'ensemble des ménages français (1) même si des études en cours tendent à mettre en évidence certains biais systématiques.

1 L'analyse des budgets familiaux

Nous présentons dans ce paragraphe les résultats de l'analyse factorielle du tableau des budgets des ménages croisant les 126 postes de consommation avec les 37 C.S.P. du chef de ménage, pour un fichier résultant des enquêtes de 1969, 1970 et 1971. Les données sont pondérées par la population de chaque C.S.P. L'élément générique du tableau analysé est donc : d_{ij} consommation totale des ménages de la C.S.P. i pour le poste j . Quant aux quelques variables supplémentaires qui apparaissent sur le plan 2-3 (graphique 2), nous ne les expliquerons que plus bas au § 3-0.

Signalons tout d'abord que les valeurs propres de cette analyse (voir tableau n° 1 colonnes 3, 5 et 7 au § 2) sont relativement faibles. En effet, la structure des budgets familiaux ne varie pas d'une C.S.P. à l'autre de manière très considérable ; quel que soit le montant total du budget, il faut en consacrer une partie à la nourriture, une autre à l'habillement, ... Les trois principaux facteurs (ruralité, statut, âge) représentent 71 % de la variance totale, et les cinq auxquels nous avons trouvé une explication 84 %.

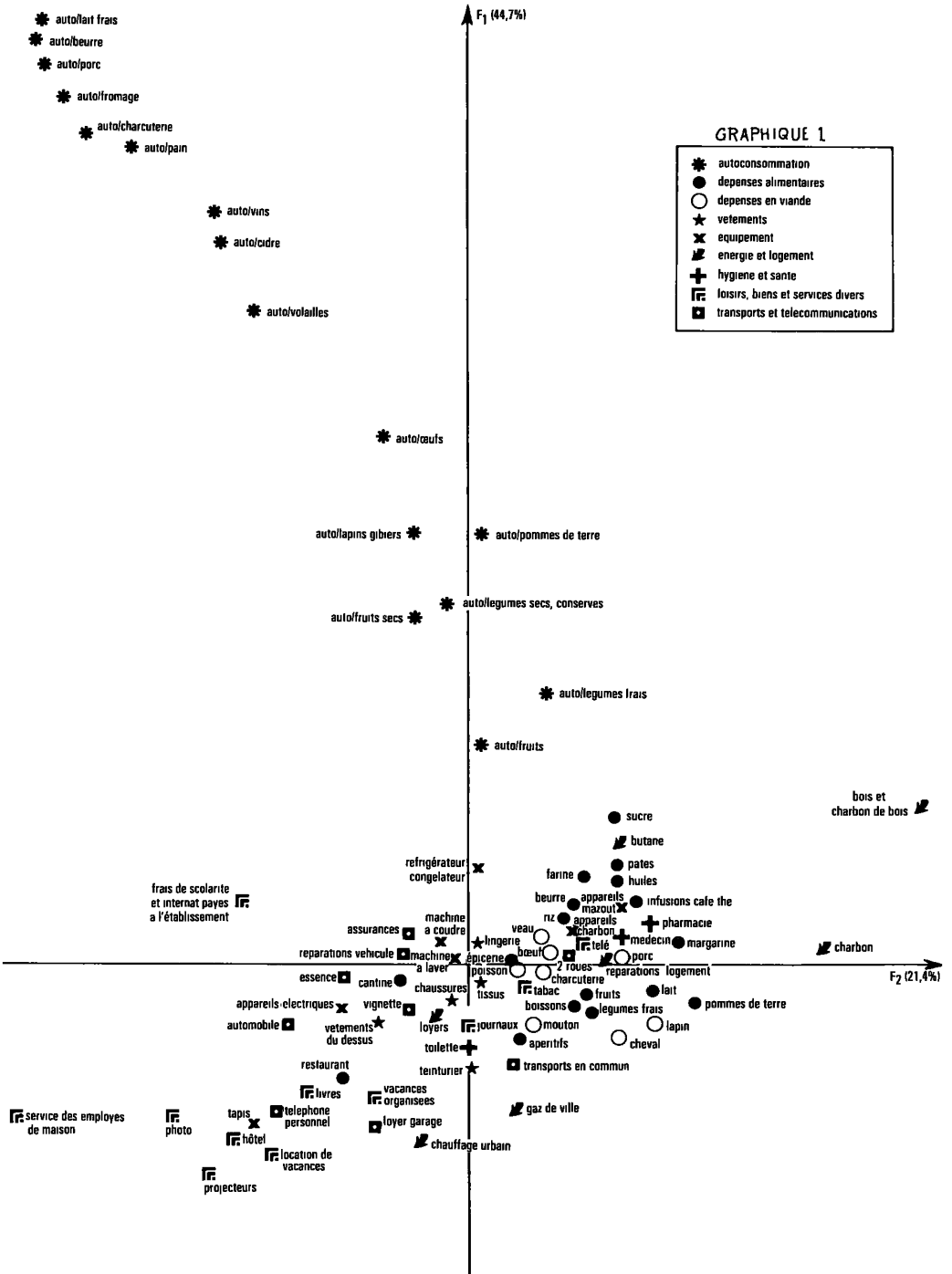
On a pensé que la grande spécificité des ménages agricoles apparue sur l'axe 1 aurait pu brouiller les facteurs suivants de l'analyse. Il n'en est rien ; nous avons en effet tenté une analyse sur les seuls ménages non-agricoles ; sur ce sous-ensemble les facteurs des deux analyses coïncident pratiquement (leur coefficient de corrélation est supérieur à 0.92 pour les quatre autres facteurs auxquels nous avons trouvé une signification).

1.1 L'axe de ruralité (voir graphiques n° 1, 1 bis et 1 ter : axe F1)

Cet axe, qui correspond à près de la moitié de la dispersion totale, est celui qui met en lumière la spécificité des budgets des ménages agricoles (exploitants, salariés et anciens agriculteurs). Cette spécificité tient principalement à l'importance de l'autoconsommation dans le domaine alimentaire. Les postes d'autoconsommation sont d'ailleurs régulièrement échelonnés sur cet axe (voir graphique n° 1) à partir de l'origine en fonction de la spécialisation nécessaire à leur production : fruits et légumes, basse-cour, puis élevage bovin ou porcin (productions les plus spécialisées).

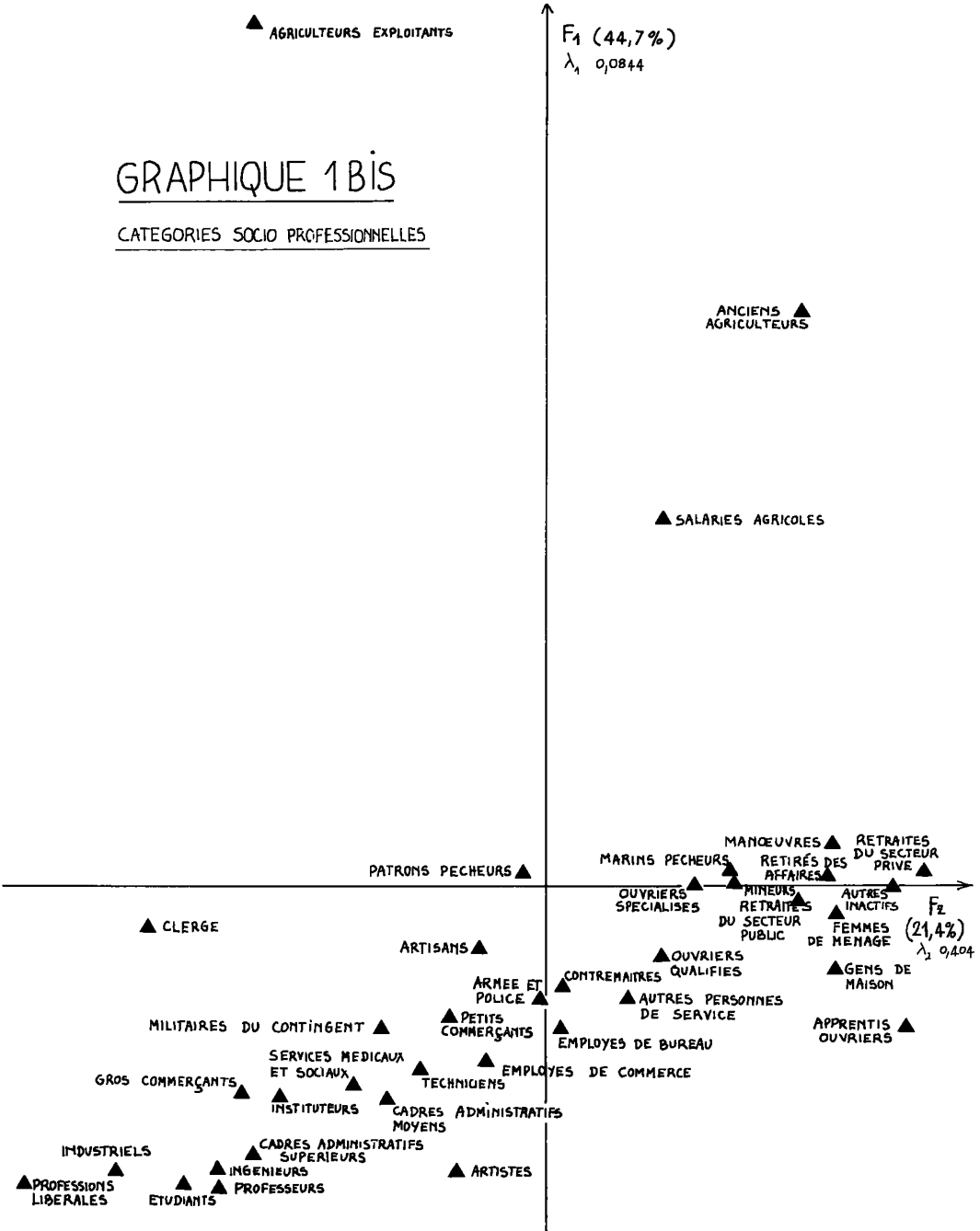
On s'est demandé si cet axe manifestait seulement l'opposition entre les ménages agricoles et le reste de la population, ou s'il exprimait une échelle plus continue fonction de la zone d'habitat, (taille de la commune ou de l'agglomération de résidence). L'analyse d'un fichier portant à peu près sur les mêmes enquêtes et croisant avec les 126 postes de consommation un croisement entre la C.S.P. (en 13 postes seulement) et la catégorie de commune de résidence (code C.C.D. de l'I.N.S.E.E.) a soutenu cette dernière hypothèse puisqu'il a produit dans l'espace des 126 postes un premier plan factoriel à peu près identique à celui fourni par l'analyse du fichier des 37 C.S.P., mais avec de plus l'échelonnement de chaque C.S.P. à peu près régulier sur le premier axe en fonction de la catégorie de commune. (Cf. graphique n° 1 ter).

(1) Pour plus de détails sur les Enquêtes Conditions de Vie des Ménages, voir notamment Collections de l'I.N.S.E.E. n° M 16.



GRAPHIQUE 1BIS

CATEGORIES SOCIO PROFESSIONNELLES

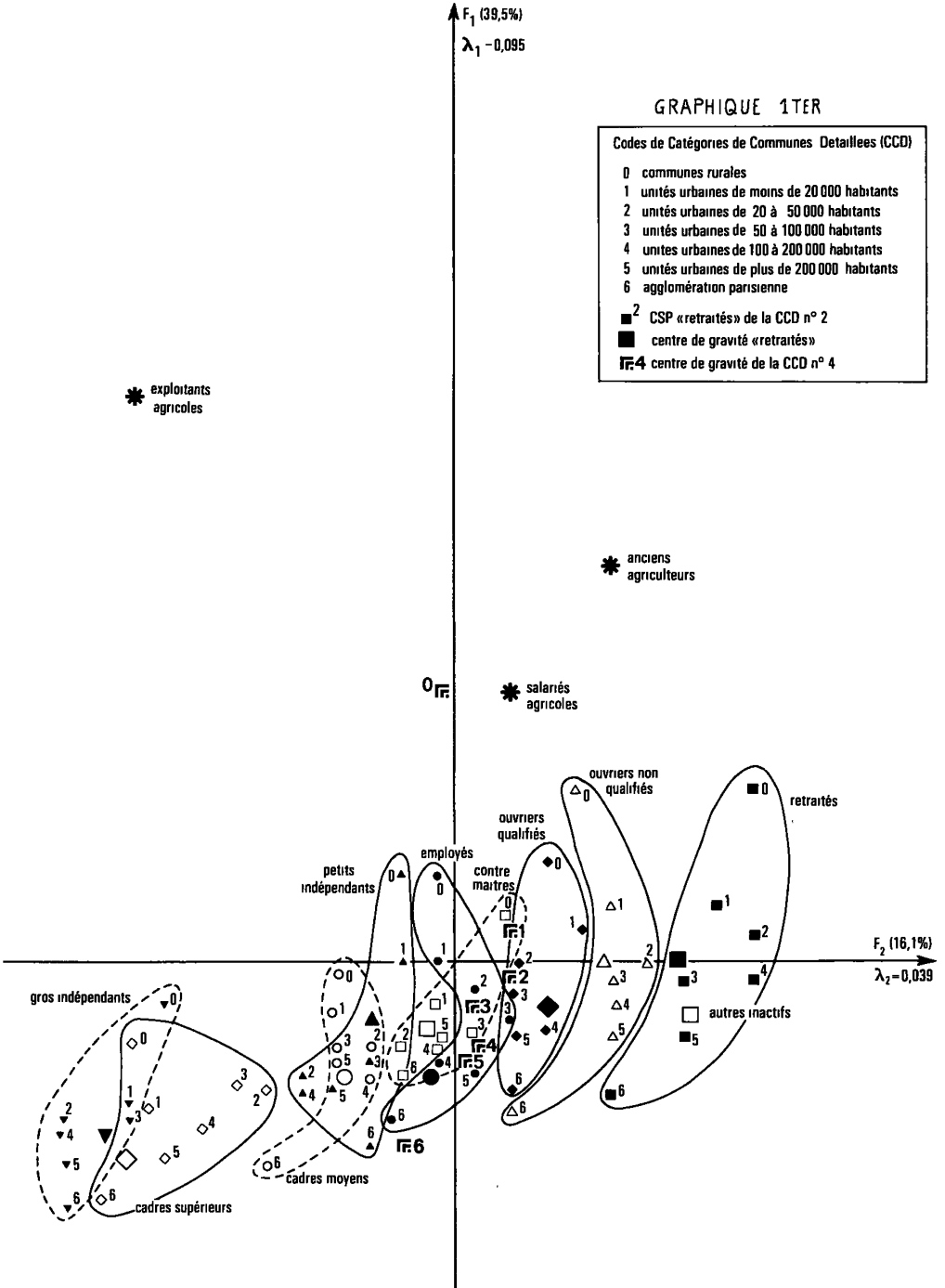


GRAPHIQUE 1TER

Codes de Catégories de Communes Detaillées (CCD)

- 0 communes rurales
- 1 unités urbaines de moins de 20 000 habitants
- 2 unités urbaines de 20 à 50 000 habitants
- 3 unités urbaines de 50 à 100 000 habitants
- 4 unités urbaines de 100 à 200 000 habitants
- 5 unités urbaines de plus de 200 000 habitants
- 6 agglomération parisienne

■² CSP «retraités» de la CCD n° 2
 ■ centre de gravité «retraités»
 ▣ centre de gravité de la CCD n° 4



Parmi les postes de dépenses, on remarquera que les dépenses de scolarité et d'internat sont situées du côté des ruraux. L'axe de ruralité oppose d'autre part l'autoconsommation aux services (nettoyage, restaurant,...), qui sont plus accessibles aux urbains, et aux dépenses de vacances. Quant aux postes relatifs à l'énergie, le butane s'oppose au gaz de ville et au chauffage collectif.

N.B. On expliquera les axes 2 et 3 d'après les graphiques n° 2 et 2 bis. Le graphique n° 2 comporte des éléments supplémentaires ; certains notés TAU se réfèrent à la taxation objet du § 3. Tous requièrent des commentaires particuliers qu'on a groupés au § 3-0.

1.2 L'axe des statuts

Il représente 21 % de la dispersion totale (soit environ 40 % de la dispersion non prise en compte par le premier axe). Les C.S.P. qui lui apportent les plus fortes contributions sont les gros indépendants, les cadres, les ouvriers, les inactifs, donc les catégories de ménages situées aux deux extrémités de l'échelle sociale. Il semble donc que cet axe définisse une échelle de statut social ; sur cette échelle les ménages "à capital culturel" (enseignants, clergé) ont une position plus favorable par rapport à leur revenu que les ménages "à capital économique" (gros commerçants,...).

Dans l'espace des consommations, cet axe oppose les dépenses alimentaires et de santé aux dépenses de vacances, d'employé de maison et de culture et loisirs (exception faite de la télévision). Les dépenses alimentaires sont échelonnées entre les dépenses de première nécessité (lait, pomme de terre,...) du côté des plus bas statuts, et des produits plus élaborés (pâtisserie,...) situés vers le centre de gravité.

La présence des prestations sanitaires du côté des statuts modestes montre qu'elles sont largement diffusées dans la population (par la Sécurité Sociale, du fait des remboursements, il s'agit ici de dépenses très particulières). On peut aussi signaler que les frais de scolarité, que nous avons rencontrés sur le premier axe du côté des ruraux, se situent sur le deuxième axe du côté des statuts élevés. Mais il nous faudra reprendre l'analyse de cet axe au paragraphe suivant dans le cadre de l'analyse du plan factoriel des axes 2 et 3.

1.3 L'axe d'âge

C'est le dernier axe qui explique une part notable de la dispersion (11 %). Il oppose les professions exercées par des personnes en général assez jeunes (apprentis, étudiants, militaires, techniciens ; F3 positif) aux inactifs et aux professions exercées jusqu'à un âge avancé (professions libérales, commerçants ; F3 négatif). Il semble donc que l'âge du chef de ménage soit ici en cause.

En considérant le plan 2x3, on voit que sur l'axe 2, le demi-plan F3 positif (jeunes) est moins dispersé que le demi-plan F3 négatif. Les principales C.S.P. dessinent une sorte de parabole (voir graphique n°2). Les ménages dont le chef est jeune sont au sommet de cette parabole associés aux dépenses d'habillement, de deux-roues et d'équipement du logement. Sur la branche droite, on trouve les retraités pauvres avec les dépenses de bois et de charbon, pharmacie, fruits frais et aussi entretien du logement. Sur la branche gauche les statuts les plus élevés sont associés au train de maison et aux voyages organisés. L. LEBART a déjà rencontré cette configuration dans d'autres analyses (cf. "L'exploration du dépouillement de certaines enquêtes par l'Analyse des Correspondances Multiples", Consommation n° 2 - 1975).

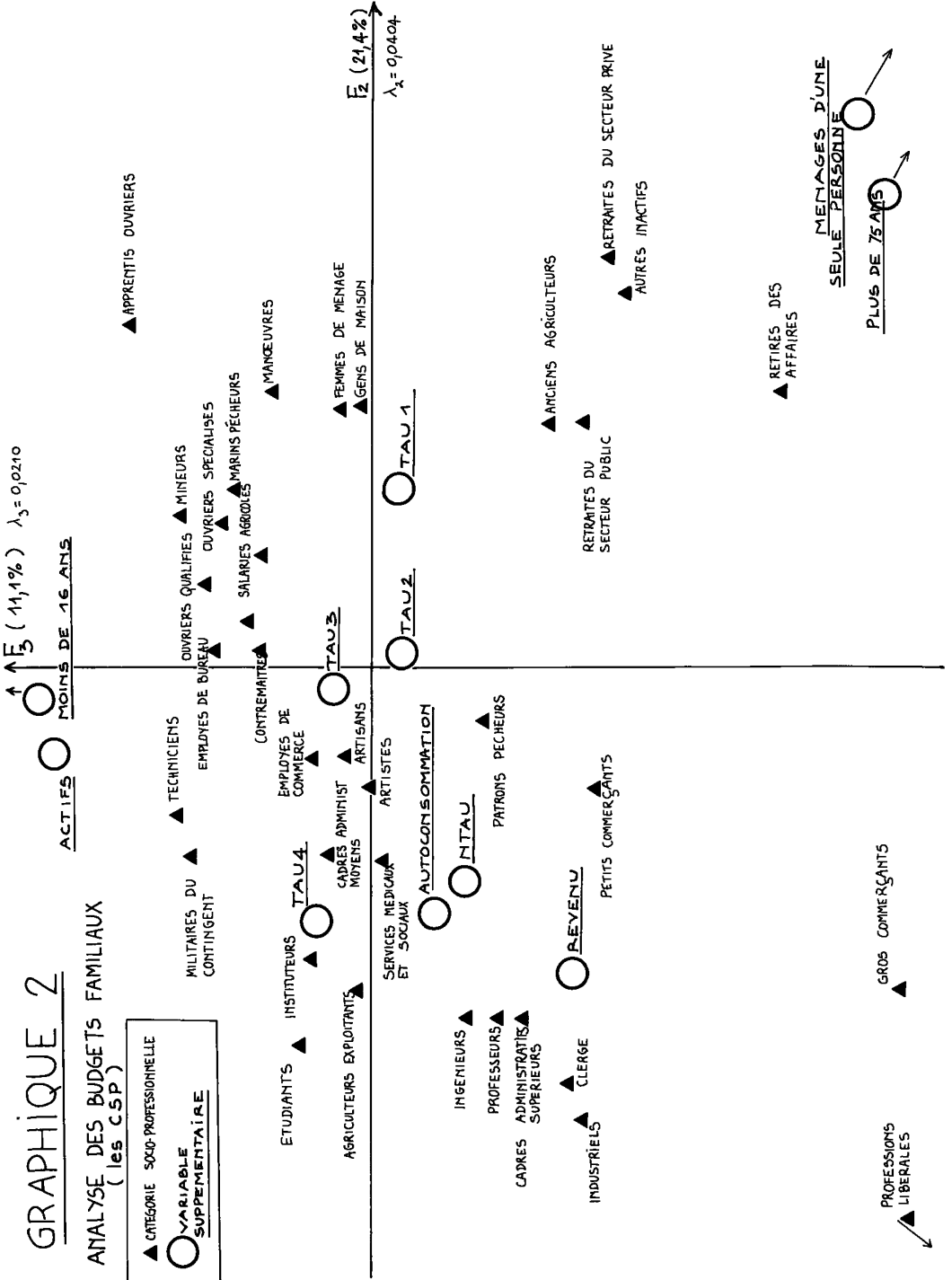
1.4 Les facteurs d'ordre supérieur

Nous ne les mentionnons ici qu'à titre complémentaire, car ils n'expliquent chacun que moins de 4 % de la dispersion totale. Le quatrième facteur isole les gens de la mer (marins et pêcheurs), la principale caractéristique de leur budget étant la part qu'y prend l'autoconsommation de poisson. S'opposent aussi salariés et indépendants : les transports sont le principal facteur de cette opposition : les salariés utilisent plus volontiers les transports en commun, alors que les indépendants utilisent en général la voiture particulière.

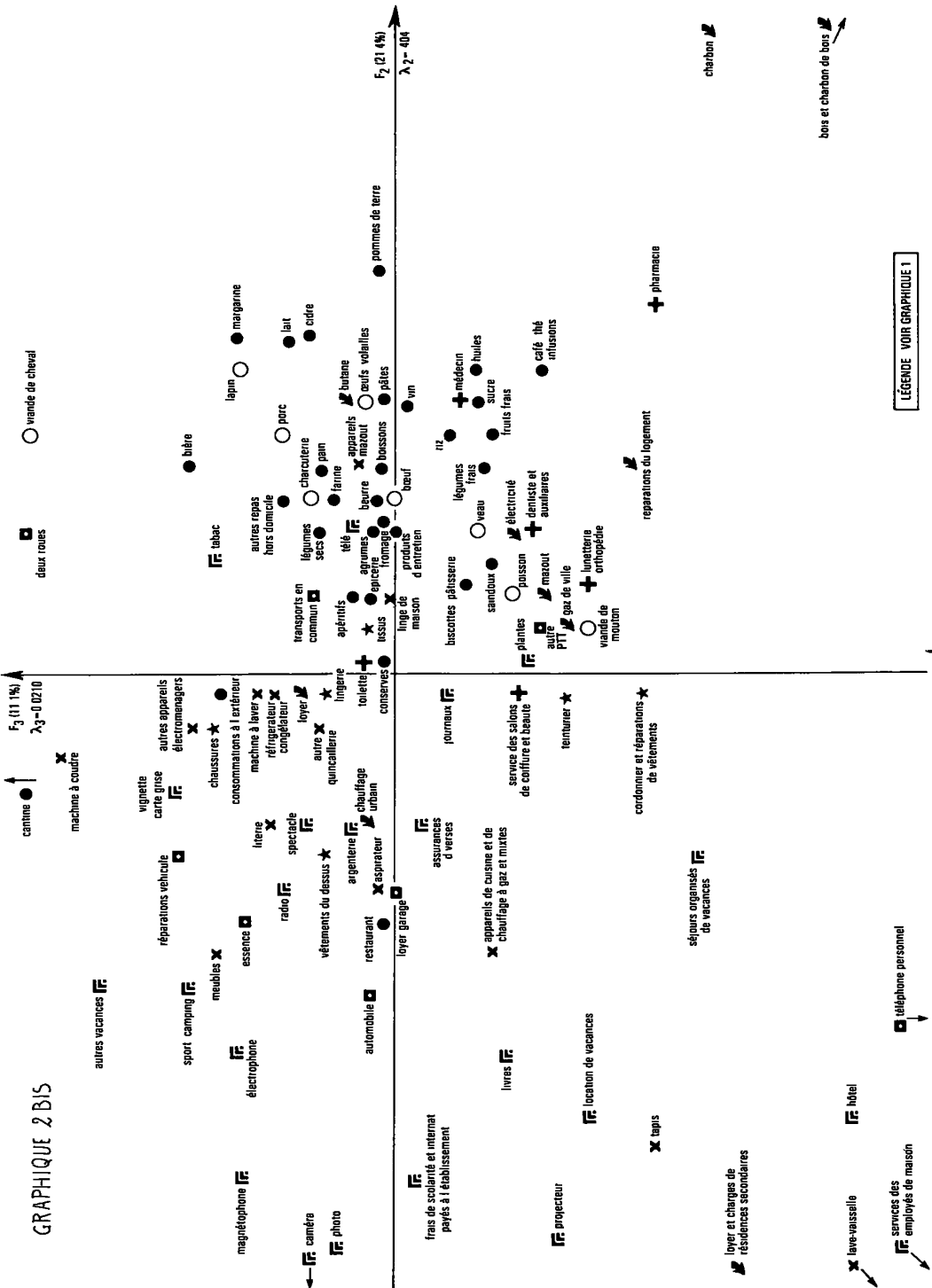
GRAPHIQUE 2

ANALYSE DES BUDGETS FAMILIAUX (les CSP)

▲ CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE
○ VARIABLE SUPPLEMENTAIRE



GRAPHIQUE 2 BIS



LÉGENDE VOIR GRAPHIQUE 1

Sur le cinquième axe apparaît l'opposition des ménages locataires aux ménages propriétaires de leur logement.

Les traits principaux de cette analyse étant précisés, nous allons montrer quelle a été l'évolution des structures de dépenses et de la disparité relative des C.S.P. entre 1965 et 1970.

2 Evolution des budgets familiaux de 1965 à 1970

Nous avons étudié cette évolution en analysant le tableau croisant les 126 postes de dépenses et les 37 C.S.P. pour un fichier cumulant les enquêtes de 1965-66-67 et en projetant sur cette analyse en éléments supplémentaires le profil des C.S.P. d'une part, et le profil des 126 postes de dépenses d'autre part pour le fichier 1969-70-71. Il eut été intéressant d'analyser un tableau moyen cumulant les six années disponibles en mettant en éléments supplémentaires à la fois les profils de C.S.P. et de postes pour chacune de ces années. Ainsi serait apparu le mouvement continu de ces éléments.

Notons en préliminaire que l'analyse portant sur les enquêtes les plus anciennes produit à peu près les mêmes facteurs que ceux étudiés au § 1. La trace (ou somme des valeurs propres) relative à 1966 est un peu plus élevée que celle relative à 1970 (0.196 pour 1966 contre 0.187 pour 1970). Ceci indique que les structures de budgets familiaux repérées pour 37 C.S.P. selon la nomenclature à 126 postes de l'I.N.S.E.E., étaient un peu plus différenciées en 1966 qu'en 1970 ; de plus, le tableau des valeurs propres donne une idée de l'évolution de l'importance relative des divers facteurs mis en évidence au § 1.

N°	VALEUR PROPRE		% DE LA TRACE		% CUMULES DE LA TRACE	
	1966	1970	1966	1970	1966	-1970
1	0.099	0.084	51 %	45 %	51 %	45 %
2	0.041	0.040	21 %	21 %	72 %	66 %
3	0.014	0.021	7 %	11 %	79 %	77 %
4	0.008	0.007	4 %	4 %	83 %	81 %
5	0.005	0.006	3 %	3 %	86 %	84 %

Tableau 1 : Comparaison des valeurs propres obtenues

Entre 1966 et 1970 on constate une diminution de l'importance relative et absolue du premier facteur (ruralité), ce à quoi on peut attribuer plusieurs causes ; exode rural, orientation de l'agriculture vers une plus grande spécialisation, homogénéisation des consommations par une augmentation des dépenses. La diminution de cette première valeur propre est supérieure à celle de la trace. Par ailleurs, l'importance du troisième axe factoriel semble s'être renforcée entre les deux périodes étudiées.

Après ces considérations générales, nous étudierons successivement l'évolution du nuage des C.S.P., puis celle du nuage des postes de dépenses. Nous pourrions ainsi avoir des idées plus précises, notamment quant à la stabilité des axes factoriels dans le temps.

2.1 L'évolution des C.S.P.

Nous commentons les résultats obtenus sur les trois premiers axes en les illustrant d'un seul graphique, celui du plan 2-3.

Sur le premier axe on constate l'évolution de presque toutes les C.S.P. vers le mode de consommation urbain. Cette évolution est particulièrement sensible chez les ménages agricoles, surtout ceux dont le chef est exploitant ; la spécificité de leur budget, notamment quant à l'autoconsommation, est en nette régression. Ce sont les cadres supérieurs, les cadres moyens et les professions libérales qui sont les moins sensibles à cette évolution.

Sur le second axe, on constate un glissement quasi général vers les dépenses associées aux statuts les plus élevés. Cette évolution est surtout sensible chez les indépendants (industriels, artisans,...) et chez les ouvriers (ouvriers qualifiés, manoeuvres,...) et personnels de services.

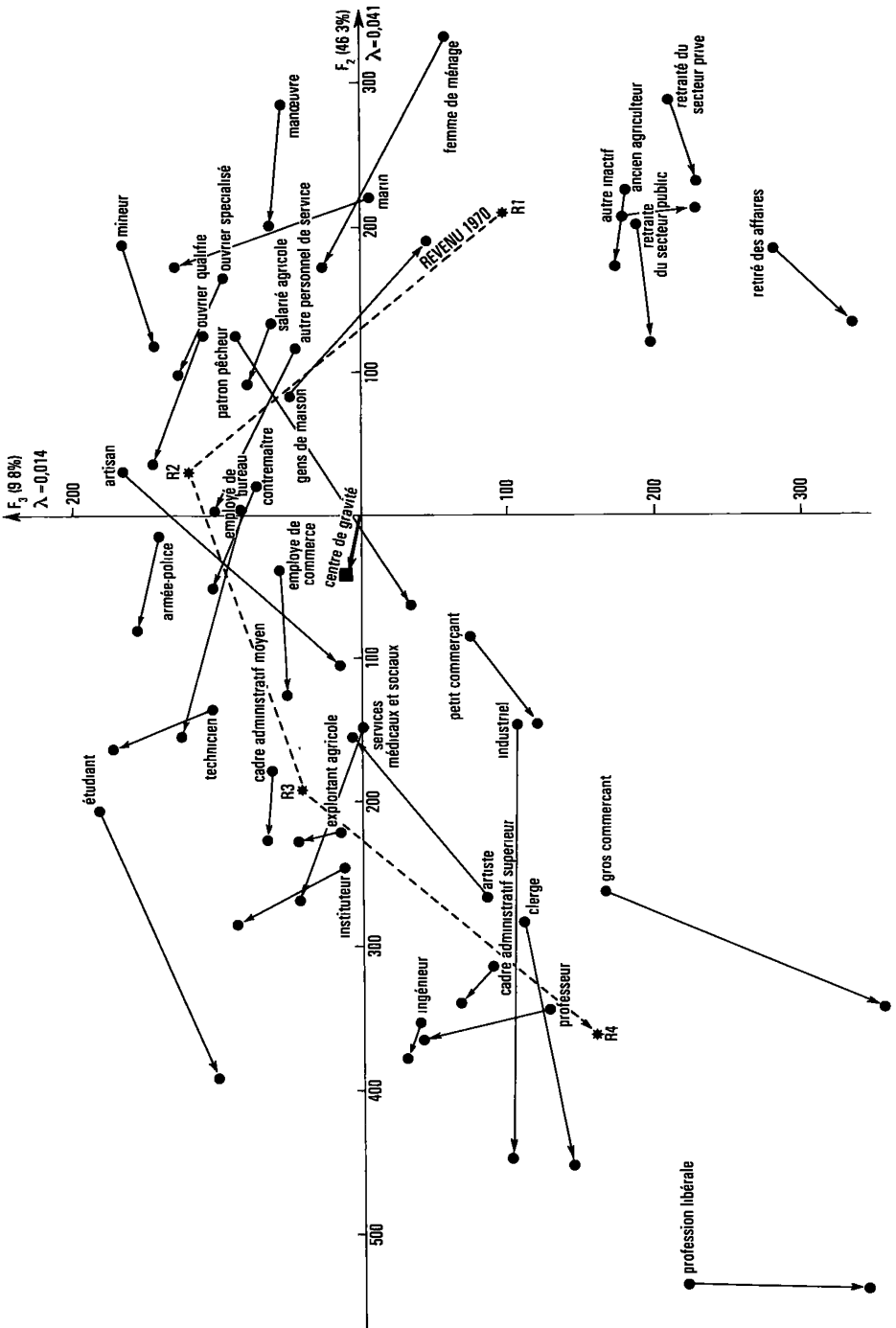
Sur le troisième axe, on constate un glissement de l'ensemble de la population (position du centre de gravité) vers les types de budget caractérisant les ménages dont le chef est jeune (voir § 1-3). On observe aussi une dispersion croissante des C.S.P. sur cet axe : la valeur propre correspondante s'est accrue de 50 % entre les deux analyses. Les indépendants, surtout les gros commerçants, professions libérales et patrons pêcheurs, et les inactifs, surtout retirés des affaires et retraités du secteur privé, évoluent vers les structures de consommation caractérisant les ménages dont le chef est âgé. C'est le cas aussi pour les professions en régression (mineurs, gens de maison). Le phénomène est inverse pour les salariés, surtout pour les enseignants et les techniciens, professions dont la moyenne d'âge a diminué pendant la période étudiée.

2.2 L'évolution des postes de consommation

Sans tenter de suivre en détail l'évolution des 126 postes, on se bornera ici à commenter les faits les plus remarquables. L'évolution d'un poste vers le centre de gravité peut être analysé en terme de diffusion de la consommation correspondante. A l'inverse, quand il s'en éloigne, on peut considérer que son caractère spécifique aux C.S.P. dont il est proche, se renforce. On trouvera notamment des exemples de ce dernier type d'évolution parmi les consommations en régression (chauffage au bois ou au charbon par exemple).

Ces remarques préliminaires étant faites, on constate tout d'abord sur le premier axe que l'autoconsommation se rapproche du centre de gravité. Ce phénomène n'est cependant qu'une tendance moyenne parmi des tendances divergentes. Certaines autoconsommations très spécifiques des ménages agricoles et surtout des éleveurs (porc frais par exemple), sont en régression, donc repoussées vers la périphérie du nuage ; d'autres au contraire sont accessibles à des catégories de ménages plus diversifiées (légumes frais par exemple) et tendent à caractériser moins exclusivement les ménages agricoles. On peut donc en tirer la conclusion que la régression de l'autoconsommation, qui passe de 3,3 % à 2,9 % de la dépense totale des ménages, est surtout sensible chez les ménages agricoles, dont on a vu que le profil des dépenses se rapprochait sensiblement du profil des urbains.

GRAPHIQUE 3



Signalons par ailleurs la stabilité du centre de gravité sur le premier axe. La diminution sensible de la valeur propre correspondante indique une uniformisation des profils de dépenses en fonction de la zone d'habitat. On a souligné les aspects liés à l'autoconsommation. On notera en outre un léger déplacement des dépenses alimentaires vers les ruraux pour compenser la baisse de leur autoconsommation. Simultanément, certaines dépenses caractérisant les ménages urbains diffusent vers les ruraux : on peut citer les livres, le téléphone, la télévision, les services, l'énergie, etc... ; et les achats de deux-roues diffusent des ruraux vers les urbains. Par contre, le caractère urbain de certaines dépenses tend à se renforcer : loyers, électro-ménager, dépenses d'employés de maison,...

Sur le second axe, on constate un déplacement très net du centre de gravité vers le bas de l'échelle des statuts ; est en cause la diffusion des modes de consommation du haut vers le bas de l'échelle sociale, phénomène qui a déjà été maintes fois observé. Cette diffusion est particulièrement rapide pour les livres, les dépenses liées à l'automobile, les consommations médicales, les frais de scolarité et d'internat, les spectacles et les services en général. On note par contre une diffusion à rebours des achats de deux-roues et de téléviseurs, ce qu'on pourrait expliquer par le développement à l'intérieur de ces deux postes d'un sous-ensemble spécifique plus onéreux (télévision en couleur, moto). L'équipement électro-ménager est de plus en plus spécifique des statuts supérieurs. Quant aux dépenses alimentaires, qui passent de 32,3 % à 30,2 % de la dépense totale, elles s'éloignent du côté des statuts inférieurs dont elles étaient déjà caractéristiques.

Sur le troisième axe, le centre de gravité des postes de dépenses se déplace vers les ménages dont le chef est âgé ; ceci signale l'importance de la diffusion des postes caractérisant les ménages dont le chef est jeune vers ceux dont le chef est âgé. Ce sont l'équipement en appareils électro-ménager, notamment de cuisine et de chauffage et en téléviseurs et, dans une moindre mesure les loyers qui diffusent des jeunes vers les plus âgés. Les livres, au contraire, diffusent des ménages dont le chef est âgé vers ceux dont le chef est plus jeune. Les dépenses de santé et d'employé de maison et, dans une moindre mesure, les dépenses de nourriture et d'énergie sont de plus en plus caractéristiques des ménages âgés.

Cependant l'acquisition de matériel audio-visuel, les dépenses liées à l'automobile et à l'habillement tiennent une part croissante dans le budget des jeunes, ce qui ne signifie pas qu'elles aient une part décroissante chez les aînés. De ces effets centrifuges, résulte un phénomène déjà noté : l'accroissement de l'étalement du nuage donc de la différenciation des structures de dépenses.

3 Impôts indirects et budgets familiaux

On appellera ici impôts indirects ceux qui pèsent sur les budgets familiaux. Il n'est pas facile de délimiter clairement ces impôts. Certes, la T.V.A. frappe la consommation des ménages : il en est de même pour les taxes spécifiques sur les carburants, les alcools, le tabac. Mais il existe d'autres prélèvements fiscaux ou parafiscaux effectués au niveau de la production, dont on peut se demander s'ils se répercutent sur les prix (donc sur tous les budgets familiaux), ou sur les salaires versés par les branches productrices, ou encore sur les revenus du capital productif. C'est principalement le cas pour la part patronale des cotisations sociales (70,2 milliards de F en 1970 ; contre 73,9 milliards de F pour la T.V.A. et les taxes). Dans la présente étude, on ne considérera que la T.V.A. et les taxes spécifiques.

Les impôts indirects représentent 35 % de l'ensemble des prélèvements effectués sur les ménages (impôts et cotisations sociales) en 1970, leur montant est trois fois plus élevé que celui de l'impôt sur le revenu (ce rapport est plus fort pour les ménages aux revenus modestes, du fait de la progressivité de l'I.R.P.P. : il est de 14,3 pour les ménages de manoeuvres et gens de maison). Les achats de logements neufs sont aussi frappés par la T.V.A. : faute de sources statistiques, il n'a pas été possible de ventiler cette part de la T.V.A. (8 % du montant total des impôts indirects pris en compte ici).

Partant du tableau des budgets analysé au § 1, nous avons construit le tableau T des impôts assis sur les dépenses des ménages. Soit d_{ij} la dépense totale de la C.S.P. i pour le poste j , et t_j le taux moyen des taxes frappant le poste j ; on a posé : $T_{ij} = t_j d_{ij}$. L'analyse du tableau T fait l'objet du § 3.1 ; au § 3.2 on indique brièvement les résultats obtenus en adjoignant les lignes (C.S.P.) du tableau T en éléments supplémentaires au tableau d des budgets.

Ces analyses montrent le profil des taxes qui frappent chaque C.S.P. : elles pourraient aider à réformer le système fiscal, en vue d'alléger le plus possible les charges des contribuables les moins fortunés : c'est là un sujet délicat que nous abordons prudemment au § 3.3.

En préambule, comme les variables supplémentaires jouent un rôle essentiel dans les réflexions suggérées par les analyses, nous avertissons le lecteur des règles à suivre pour coder de telles variables ; c'est aussi l'occasion d'introduire des notions importantes définies par les économistes.

3.0 Les variables supplémentaires

Soit k_{IJ} un tableau dont les variables forment un ensemble homogène J : il est facile d'adjoindre à k_{IJ} , une ou plusieurs variables supplémentaires de même nature. Par exemple à J , ensemble de mesures prises sur un crâne, on adjoindra j_s , largeur d'une dent. Ou si k_{IJ} est un tableau en $(0,1)$ dont chaque ligne donne la description d'un individu sous forme disjonctive complète, on adjoindra des colonnes en $(0,1)$ exprimant la présence ou l'absence de tel caractère supplémentaire. Mais on rencontre souvent des cas plus complexes dont la présente étude offre des exemples.

Exemple 1 : la colonne REVENU adjointe au tableau d_{IJ} (cf graphique 2) : en apparence le revenu est une quantité de même nature que les diverses consommations recensées dans le tableau d ; et on est satisfait de le voir associé aux C.S.P. les plus fortunées. Mais en réalité, si les sujets ne faisaient pas d'économies, le profil de la colonne REVENU serait exactement le profil moyen des dépenses, et par conséquent tomberait à l'origine ! La place du point REVENU représente donc non le volume même des revenus, mais l'importance des revenus relativement aux dépenses, c'est à dire l'épargne. Pour suivre la place des différentes strates de revenu dans l'espace des consommateurs, un unique point REVENU ne suffirait d'ailleurs pas : il en faut plusieurs.

Exemple 2 : on crée donc une variable qualitative à quatre modalités R_1, R_2, R_3, R_4 : pour chaque C.S.P., on a un revenu moyen par ménage : ce revenu rentre dans l'une des quatre modalités : de très faible (R_1) à très fort (R_4). Nous noterons :

$r(i, R_n) = 1$ si le revenu de la C.S.P. i rentre dans la modalité R_n , et zéro sinon. Qu'arrivera-t-il si on adjoint telles quelles les colonnes $k(i, R_n)$ au tableau d ? On aura d'après la formule barycentrique :

$$G_{\alpha}(R_n) = \lambda_{\alpha}^{-1/2} \Sigma \{k(i, R_n) F_{\alpha}(i) | i \in I\} / k(R_n) ;$$

ici $k(R_n)$, total de la colonne, n'est autre que le nombre des C.S.P. rentrant dans la modalité R_n ; à $\lambda_{\alpha}^{-1/2}$ près, $G_{\alpha}(R_n)$ est donc la moyenne des $F_{\alpha}(i)$ pour ce sous-ensemble de C.S.P. Cela ne correspond pas à ce que nous désirons : e.g. si toutes les C.S.P. renaient dans une seule modalité R_n on n'aurait pas $G_{\alpha}(R_n) = 0$ parce que la moyenne des $F_{\alpha}(i)$ est prise sans les coefficients de pondération $d(i)$ (total de la ligne i du tableau d_{IJ}). On posera donc :

$$d(i, R_n) = d(i) k(i, R_n)$$

Les points R_n apparaissent sur le graphique 3 ; et (avec les signes RV_n) sur le graphique 5 du § 3.2.

Exemple 3 : On sait que les taxes frappent inégalement les diverses consommations : on a distingué 5 modalités de NTAU (non taxé) jusqu'à TAU4 (les taxes les plus lourdes). C'est là une variable qualitative définie sur l'ensemble J (des consommations) ; on lui associera donc des lignes supplémentaires, définies non comme une suite de 1 et de zéros, mais (cf. exemple 2) en posant $d(\text{TAU}_x, j) = d(j)$ total de la colonne j si j est taxé au taux TAU_x (et $d(\text{TAU}_x, j) = 0$ si j est taxé à un autre niveau).

Exemple 4 : des variables numériques telles que le nombre moyen de personnes par ménage (ou le nombre de moins de 16 ans, etc...) ne seront pas non plus introduites telles quelles, mais multipliées par le total $d(i)$ de la ligne correspondante (le critère de ces pondérations étant, cf. exemple 2, qu'une variable constante sur I doit être représentée à l'origine).

Exemple 5 : Pour chaque C.S.P. on a calculé le taux moyen TAUC de la taxation (indirecte) relativement au total des consommations ; et le taux moyen TAUR de la taxation (indirecte) relativement aux revenus. Ces deux taux diffèrent parce que du fait de l'épargne et de divers investissements le revenu dépasse les dépenses, particulièrement dans certaines catégories fortunées qui capitalisent des biens. On constate que TAUC croît avec le revenu moyen, et on dit que TAUC est progressif ; au contraire TAUR est dégressif, il décroît avec le revenu moyen. Sur le graphique 5 qui illustre le § 3.2. on a divisé TAUR et TAUC en plusieurs modalités (de TR1 à TR6 et TC1 à TC4, respectivement) ; ainsi on suit pas

à pas dans l'espace des profils de consommation, le mouvement progressif ou régressif d'un taux.

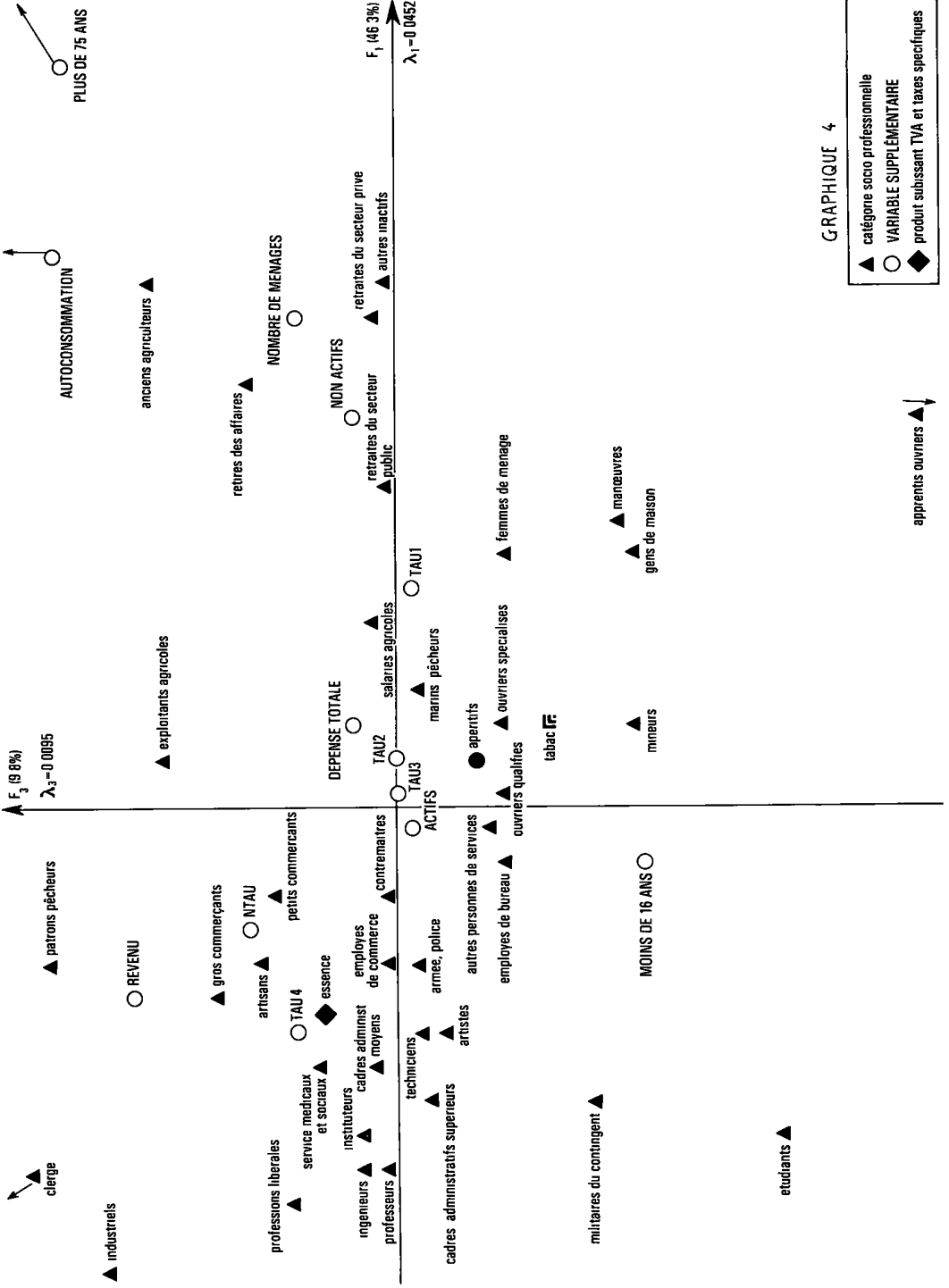
3.1 Analyse du tableau des impôts indirects

Nous interpréterons les trois premiers axes.

3.1.1 L'axe de statut (cf. graphique n°4 et 4 bis)

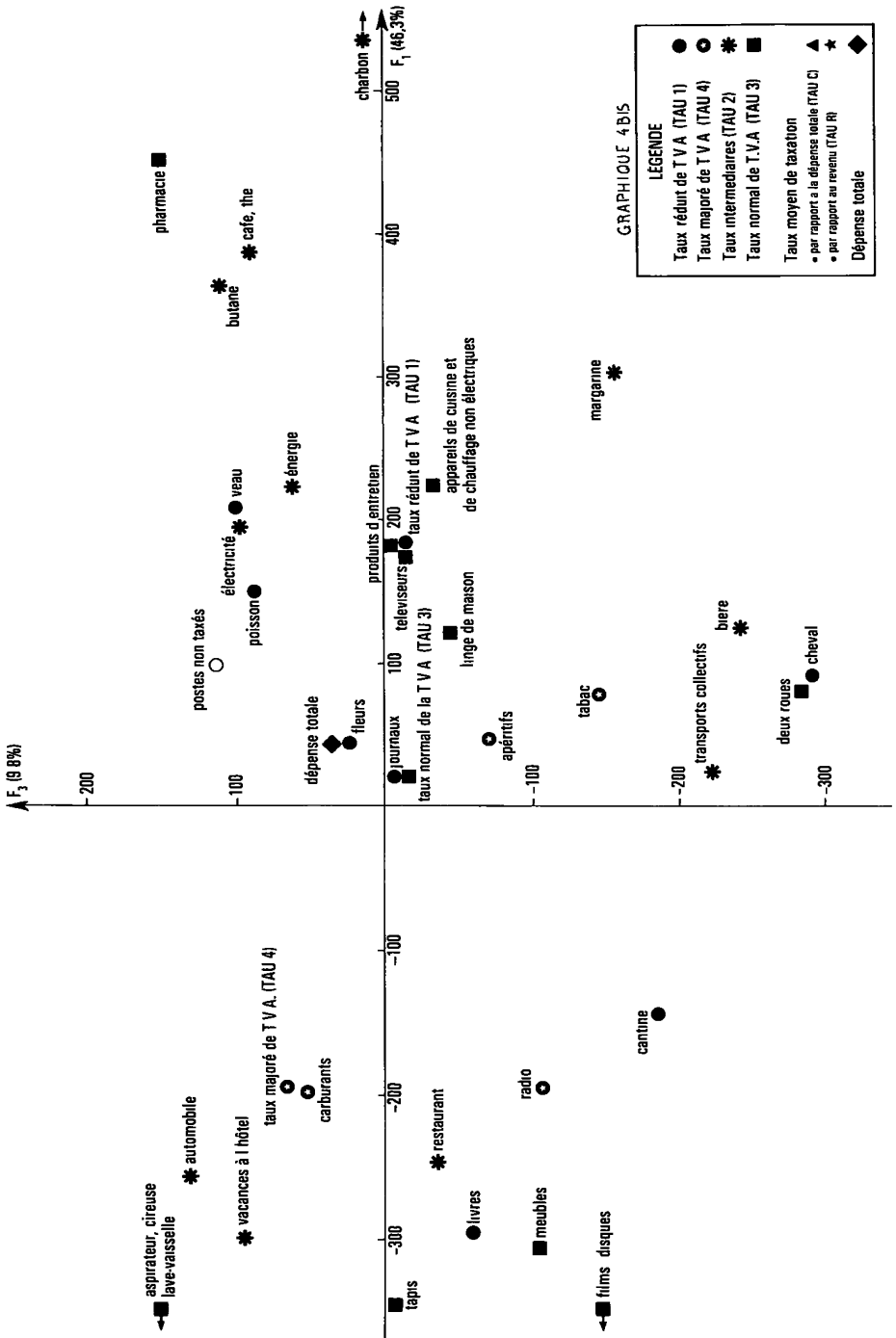
Il prend en compte 45 % de la dispersion totale. C'est donc sur lui que doit porter l'essentiel de l'analyse.

En éliminant les postes d'autoconsommation, on a beaucoup atténué la spécificité des agriculteurs. De ce fait, on ne retrouve pas ici le facteur 1 étudié au § 1-1. Mais dans l'espace des C.S.P., on retrouve les catégories presque dans le même ordre que sur le second axe de l'analyse des budgets familiaux (§ 1-2). La corrélation dans cet espace entre ces deux axes est de l'ordre de 0,9. On peut donc dire qu'il s'agit là encore d'un axe de statut social.



GRAPHIQUE 4

- ▲ catégorie socio professionnelle
- VARIABLE SUPPLÉMENTAIRE
- ◆ produit subissant TVA et taxes spécifiques



C'est dans cette direction que se situe la principale composante de la légère progressivité du taux moyen de taxation par rapport à la dépense totale (variable supplémentaire TAUC : taux moyen de taxation par rapport à la dépense totale, cf. § 3-0). Dans l'espace des taxes, cet axe oppose le taux majoré de T.V.A. TAU4 (qui frappe des biens dont l'importance relative au sein du budget domestique s'accroît nettement en moyenne avec le revenu) au taux réduit TAU1 (qui frappe principalement des produits de première nécessité : alimentation,...). Cette opposition connaît cependant des exceptions. Le tabac frappé par le taux majoré de T.V.A. et de fortes taxes spécifiques, est situé vers le bas de l'échelle des statuts. Par contre les fleurs, la presse et surtout les livres taxés au taux réduit de T.V.A. sont situés vers les statuts supérieurs, malgré la généralisation rapide constatée en ce qui concerne ces derniers (voir § 2-2). Par contre, les fortes taxes spécifiques sur les carburants sont bien situées du côté des statuts supérieurs malgré la diffusion de l'automobile.

3.1.2 L'axe mixte entre l'âge et l'habitat

Il prend en compte 15 % de la dispersion totale. Cet axe ne sera pas représenté sur une figure ; nous nous bornerons à un commentaire.

Dans l'espace des C.S.P. l'axe apparaît comme étant à peu près la bissectrice des axes 1 et 3 de l'analyse des budgets familiaux. (Il a un coefficient de corrélation de 0.62 avec l'axe 1 et de 0.66 avec l'axe 3). Sur cet axe les services et l'essentiel des postes d'énergie situés d'un côté avec les urbains et les ménages dont le chef est âgé, sont opposés au butane, à la margarine et à l'essence, associés aux jeunes et aux ruraux. Les variables supplémentaires TAUR et TAUC servant à l'analyse redistributive n'ont pas de composante importante sur cet axe.

3.1.3 L'axe opposant salariés et indépendants

Il prend en compte 10 % de la dispersion totale. La figure n°4 justifie le titre que nous avons choisi : c'est sur cet axe que se détache principalement le point TAUR et donc l'explication de la dégressivité des impôts indirects par rapport au revenu.

3.2 Comparaison des profils de taxation aux profils de consommation

Pour effectuer cette comparaison, on a adjoint les lignes du tableau T des taxations (objet de l'analyse rapportée au § 3.1) en éléments supplémentaires au tableau d (analysé au § 1). De plus par trois séries de colonnes supplémentaires RVx, TRx, TCx (cf § 3.0, exemples 2 et 5), on a jalonné la variation du revenu, du taux de taxation (indirecte) par rapport au revenu et du taux de taxation par rapport à la consommation.

L'axe 1 issu du tableau d étant lié quasi exclusivement à l'auto-consommation qui n'est pas taxée, nous considérerons le plan 2x3 sur le graphique 5, chacune des 37 C.S.P. distinguée dans l'analyse, est représentée par son profil de consommation (marqué d'un sigle à trois lettres (e.g., PCO = petits commerçants) ; de ce point est issue une flèche aboutissant au profil de taxation de la même C.S.P. Pour interpréter le faisceau de ces flèches, il faut y superposer le nuage des consommations, représenté sur le graphique 2 bis (cf. § 1), tout en consultant le tableau T des taxes. Trois éléments apparaissent déterminants : la faible taxation des produits alimentaires ($F2 > 0$) ; la forte taxation du tabac ($F3 > 0$) et surtout de l'essence ($F3 > 0$, $F2 < 0$) ; la prédominance des consommations taxées dans le demi plan $F3 > 0$. Les flèches fuient les parties peu taxées et pointent vers les zones fortement taxées. L'inclinaison de la flèche issue de EAG (agriculteurs exploitants) signale vraisemblablement les conditions particulières de taxation du carburant liquide.

La régressivité du taux de taxation par rapport au revenu, apparaît en ce que les modalités de la variable TR s'échelonnent en sens inverse de celles de la variable RV. Le taux de taxation par rapport à la consommation a un dessin plus complexe : les modalités TC2, TC3, TC4 dessinent une ligne progressive qui accompagne RV1, RV2, RV3 ; mais TC1 se place en dessous de TC4 : en effet certaines consommations caractéristiques des classes fortunées (professions libérales, gros commerçants) ne sont pas taxées ou le sont peu : livres, locations de vacances, services des employés de maison, téléphone ; (cette appréciation serait sensiblement modifiée et avec elle la place de TC1 si on comptait la part patronale des charges sociales, comme un impôt indirect portant sur les services des gens de maison ; quant au téléphone, on notera que depuis 1970, il a diffusé dans de nouvelles C.S.P.). Dans l'ensemble tant l'orientation des flèches vers le demi plan $F3 > 0$ (domaine des consommations taxées) que la place des points TC4 et TC3 signalent que les C.S.P. moyennes (cadres moyens, techniciens, employés), situées dans le demi plan $F3 > 0$, sont celles dont les consommations supportent le taux de taxation moyen le plus élevé (mis à part le cas particulier des services, signalé plus haut).

3.3 Répartition sociale des impôts indirects

A l'époque où furent recueillies les données analysées ici, il existait pour la T.V.A. quatre taux frappant des catégories de produits et services, définies en bref comme suit :

- TAU1 : taux réduit de la T.V.A. : produits alimentaires, tels que viande, poisson ; cantine ; livres ; journaux ; fleurs.
- TAU2 : taux intermédiaires : boissons (sauf apéritifs) dont café, thé, bière ; margarine ; énergie : dont charbon, électricité, butane ; services : dont restaurant, vacances à l'hôtel, transports collectifs.
- TAU3 : taux normal : deux-roues ; produits d'entretien ; pharmacie ; meubles ; tapis ; linge de maison ; appareils électroménagers ; appareils de cuisine et chauffage non électrique ; téléviseurs ; films ; disques.
- TAU4 : taux majoré de T.V.A. : automobiles ; radio ; tourne-disque ; magnétophone ; radio ; cinéma ; tabac ; à quoi s'ajoutent des taxes spécifiques, frappant tabac, carburant, apéritifs.

(Au 1er janvier 1977, la distinction entre taux intermédiaire TAU2, et taux normal TAU3, a été supprimée ; par le passage du taux normal à 17,6 % du prix hors taxes, niveau de l'ancien taux intermédiaire).

Dans ce tableau sommaire des taxations, on peut reconnaître divers objectifs, du législateur :

- Soulager les catégories les moins fortunées en ne frappant que d'un taux réduit les denrées de première nécessité ; et corrélativement taxer le plus des commodités non indispensables ;
- Encourager la diffusion des livres et journaux ;
- Restreindre la consommation du tabac et de l'alcool ;
- Aider à équilibrer le budget de certaines industries qui sont en difficulté, notamment du fait de la concurrence étrangère (hôtellerie ?).
- Par la taxe sur les carburants faire payer aux usagers de la route les travaux de voirie dont ceux-ci bénéficient.

Parmi ces objectifs, le premier cité (répartir les taxes en tenant compte des inégalités sociales) est bien éclairé par des analyses telles que les nôtres. Mais compte tenu des autres objectifs, il ne nous est pas facile de suggérer sans hésiter des réformes bienfaisantes ! Voici quelques exemples.

Parmi les dépenses des catégories fortunées on note : restaurants, tapis, meubles aspirateurs, cireuses et lave vaisselle, livres. Faut-il mettre tous ces biens et services au taux majoré de la T.V.A. ? Ce n'est pas sûr : les restaurants comme l'hôtellerie peuvent être à protéger ; l'ameublement et l'équipement du foyer devraient être diffusés largement dans toutes les classes ; notamment, pour combattre la fuite hebdomadaire grande dévoratrice d'essence ; on a déjà signalé le cas des livres.

Au contraire la lourde taxe sur le tabac contribue notablement à la régressivité du taux de taxation par rapport au revenu ; mais cette taxe est voulue.

Parmi les mesures prises au cours des dernières années et qui semblent heureuses, on signalera le passage de la pharmacie du taux normal au taux réduit, qui a eu pour effet d'alléger les finances de la Sécurité Sociale, a aussi fait évoluer la fiscalité indirecte dans un sens favorable aux moins fortunés. Il en est de même de l'abaissement du taux frappant les transports en commun : ils sont en effet passés en juin 1974 du taux intermédiaire au taux réduit. Là encore, cette modification de la législation comportait aussi un aspect d'allègement des charges des entreprises de ce secteur notamment des entreprises nationales (S.N.C.F., R.A.T.P.).

Nous concluons sur quelques réflexions qui montrent la complexité des recherches sur le système de taxation indirecte.

L'efficacité des réformes de la fiscalité indirecte dépend de comportements mal connus des entreprises et des consommateurs. Une baisse du taux de T.V.A. frappant un produit ne se traduit pas nécessairement par une diminution égale du prix de vente. Une diminution ou une augmentation du prix de vente, n'a pas toujours sur la consommation un effet facile à prévoir.

Certaines taxations indirectes : T.V.A. et taxes spécifiques sont en évidence ; d'autres telles les taxes sur les achats de logements, les charges sociales, sont plus difficiles à ventiler entre les C.S.P.. Il faudrait tenir compte des fraudes. L'épargne sous toutes ses formes est une forme à part d'emploi des ressources, importante pour les classes fortunées, et en butte à des aléas qu'on a peine à chiffrer.

La consommation ne résulte pas seulement de causes socio-économiques faciles à enregistrer : salaire, profession, composition du ménage, catégorie de la commune de résidence, mais aussi de la culture et des relations familiales.

Nous ne doutons pas cependant de l'extrême utilité des recherches statistiques pourvu que celles-ci soient poursuivies avec probité, et interprétées avec prudence.

4 Projet de recherches ultérieures

Cet article porte sur des données anciennes (antérieures à 1971), mais l'I.N.S.E.E. a repris à la fin de 1978 ses enquêtes sur les conditions de vie des ménages, qui avaient été interrompues depuis 1972. Parallèlement Nicole TABARD mène au C.R.E.D.O.C. des travaux approfondis sur ces enquêtes. Compte tenu de l'expérience acquise, nous chercherons comment prolonger nos travaux sur le matériel statistique à jour qui sera disponible dans un an environ.

Tant pour l'étude des consommations que pour celle des taxes, l'analyse de données individuelles devrait apporter une information beaucoup plus riche que celle des données agrégées par C.S.P. publiées par l'I.N.S.E.E. L'importance d'autres critères socio-démographiques (taille du ménage, région, ...) pourrait ainsi apparaître. Il semble cependant que cette analyse de données individuelles soit insuffisante. En effet, les travaux de Nicole TABARD montrent que la tenue imparfaite des carnets de compte, variable notamment en fonction de la période d'enquête (fin de mois ou autre période), est un facteur important de différenciation des données individuelles. Par ailleurs, le questionnaire et le plan de sondage n'ont pas été conçus pour assurer la représentativité individuelle de certains postes. C'est le cas notamment pour les biens durables qui ne sont pas renouvelés chaque année ou pour les petits achats peu fréquents (quincaillerie, ...) vite oubliés par le ménage enquêté, et pour les achats saisonniers. Il semble donc que dans un second temps il y ait avantage à agréger les ménages dans des catégories dont l'analyse des données individuelles aura montré l'homogénéité. Il pourrait s'agir par exemple d'un croisement entre le niveau de revenu ou la C.S.P. du chef de ménage et la taille du ménage, ou plutôt de catégories plus complexes (composition du ménage, ...).

En ce qui concerne les postes de dépenses il faudrait obtenir les données ventilées dans une nomenclature plus fine que celle des 126 postes de la nomenclature des enquêtes de 1965 à 1972. Il semble d'ailleurs que la nomenclature utilisée pour le codage de l'enquête en cours soit assez fine. Nous pourrions éventuellement, opérer ensuite des regroupements adéquats en fonction du problème traité : analyse des consommations ou des taxes. Si par exemple on s'applique à soulager de la charge des impôts indirects certaines catégories de ménages définies par quelques coordonnées socio-économiques telles que l'âge des adultes, la présence d'enfants, le revenu disponible par personne, etc..., on agrégera suivant les coordonnées les budgets des ménages ; et les différents postes de consommation apparaîtront distribués selon la part plus ou moins grande qu'ils ont dans les budgets en fonction des coordonnées retenues pour caractériser les ménages : il sera possible alors de désigner les domaines dont les taxes doivent être chargées ou allégées (dans la mesure toutefois où d'autres exigences le permettent : cf. § 3.3).